

ARRETE PORTANT OUVERTURE DE L'EXAMEN PROFESSIONNEL D'ACCES AU GRADE DE TECHNICIEN,NE
TERRITORIAL,E PRINCIPAL,E DE 2^{ème} CLASSE PAR VOIE DE PROMOTION INTERNE ORGANISE PAR LE
CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU NORD ET POUR LE CENTRE DE
GESTION DU PAS-DE-CALAIS

CONSEIL
PRÉVENTION
CONCOURS
CARRIÈRES
EMPLOI

SESSION 2021

Le Président du Centre de gestion de la Fonction Publique territoriale du Nord, Marc GODEFROY,
Conseiller Départemental,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction
publique territoriale,

Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique
territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la
fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 modifiée relative à la déontologie et aux droits et obligations des
fonctionnaires

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 modifiée relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 modifiée d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la
période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période, notamment son
article 13, si le texte concerné est, en temps normal, soumis à une procédure consultative obligatoire,

Vu l'ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la
crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19,

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53
du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 95-681 du 9 mai 1995 modifié fixant les conditions d'inscription des candidats aux concours
d'accès à la fonction publique de l'Etat par voie télématique,

Vu le décret n°2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires
territoriaux,

Vu le décret n°2010-311 du 22 mars 2010 modifié relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des
ressortissants des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace
économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la Fonction Publique Française,

Vu le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié portant dispositions statutaires communes à divers
cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale

Vu le décret n° 2010-1357 du 9 novembre 2010 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des
techniciens territoriaux,

Vu le décret n° 2010-1360 du 9 novembre 2010 modifié fixant les modalités d'organisation de l'examen
professionnel prévu à l'article 11 du décret n° 2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du
cadre d'emplois des techniciens territoriaux,

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et
d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la
fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2013-908 du 10 octobre 2013 relatif aux modalités de désignation des membres des jurys et des comités de sélection pour le recrutement et la promotion des fonctionnaires relevant de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière,

CONSEIL
PRÉVENTION
CONCOURS
CARRIÈRES
EMPLOI

Vu le décret n° 2018-114 du 16 février 2018 relatif à la collecte de données à caractère personnel relatives aux caractéristiques et au processus de sélection des candidats à l'accès à la fonction publique et créant la « Base concours »,

Vu le décret n° 2020-437 du 16 avril 2020 modifié pris pour l'application des articles 5 et 6 de l'ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19,

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap,

Vu le décret n° 2020-860 du 10 juillet modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé,

Vu l'arrêté du 15 juillet 2011 fixant le programme des épreuves des concours et des examens professionnels pour l'accès au grade de technicien, technicien principal de 2e classe et technicien principal de 1re classe du cadre d'emplois des techniciens territoriaux,

Vu l'arrêté du 4 mai 2020 fixant la nature et le format des données à caractère personnel relatives aux caractéristiques et au processus de sélection des candidats à l'accès à la fonction publique et les modalités de leur transmission au service chargé de la « Base concours »,

Vu la convention générale de mutualisation des concours et examens transférés du Centre Nationale de la Fonction Publique Territoriale du Nord vers les centres de gestion,

Vu la charte régionale Nord/Pas de Calais/Picardie relative aux modalités d'exercice des missions communes du 31/12/2015 nommant le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord comme coordonnateur régional,

ARRETE

Article 1 : L'examen professionnel d'accès au grade de technicien.ne territorial.e principal.e de 2^{ème} classe par voie de promotion interne, est organisé au titre de l'année 2021.

Article 2 : Cet examen est ouvert dans les spécialités suivantes :

- 1° Bâtiments, génie civil ;
- 2° Réseaux, voirie et infrastructures ;
- 3° Prévention et gestion des risques, hygiène, restauration ;
- 4° Aménagement urbain et développement durable ;
- 5° Déplacements, transports ;
- 6° Espaces verts et naturels
- 7° Ingénierie, informatique et systèmes d'information ;
- 8° Services et intervention techniques ;
- 9° Métiers du spectacle ;
- 10° Artisanat et métiers d'art.

Article 3 : Peuvent être se présenter à cet examen:

1°) Les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des agent.es de maîtrise territoriaux.les comptant au moins 8 ans de services effectifs, en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'Etat, dont 5 années au moins en qualité de fonctionnaire territorial.e dans un cadre d'emplois technique ;

2°) Les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des adjoint.es techniques territoriaux.les titulaires du grade d'adjoint.e technique principal.e de 1re classe ou d'adjoint.e technique principal.e de 2e classe comptant au moins 10 ans de services effectifs, en position d'activité ou de détachement dans un emploi

d'une collectivité territoriale ou de l'Etat, dont 5 années au moins en qualité de fonctionnaire territorial.e dans un cadre d'emplois technique ;

3°) Les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des adjoint.es techniques territoriaux.les des établissements d'enseignement titulaires du grade d'adjoint.e technique principal.e de 1re classe ou d'adjoint.e technique principal.e de 2e classe comptant au moins 10 ans de services effectifs, en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'Etat, dont 5 années au moins en qualité de fonctionnaire territorial.e dans un cadre d'emplois technique.

Les fonctionnaires doivent justifier qu'ils elles sont en activité le jour de la clôture des inscriptions.

Article 4 : L'épreuve écrite d'admissibilité de cet examen se déroulera le 15 avril 2021, au centre de concours et d'examens du Cdg59, situé à Lezennes et dans des centres d'écrits déconcentrés.

Les épreuves d'admission se dérouleront à compter du second semestre 2021, au centre de concours et d'examens du Cdg59, situé à Lezennes.

Les candidat.es seront répartis sur différents sites, selon les voies et spécialités.

Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord se réserve la possibilité, au regard des éventuelles contraintes matérielles ou sanitaires d'organisation de prévoir d'autres centres d'examens pour accueillir les candidat.es et veiller au bon déroulement des épreuves.

L'examen professionnel d'accès par voie de promotion interne au cadre d'emplois des technicien.nes territoriaux.les, prévu par l'article 11 du décret du 9 novembre 2010 susvisé, comporte une épreuve d'admissibilité et une épreuve d'admission.

L'épreuve d'admissibilité consiste en la rédaction d'un rapport technique portant sur la spécialité au titre de laquelle le.la candidat.e concourt. Ce rapport est assorti de propositions opérationnelles (durée : trois heures ; coefficient 1).

L'épreuve d'admission consiste en un entretien ayant pour point de départ un exposé du.de la candidat.e portant sur son expérience professionnelle ; elle se poursuit par des questions visant à permettre d'apprécier les facultés d'analyse et de réflexion du.de la candidat.e ainsi que son aptitude et sa motivation à exercer les missions incombant au cadre d'emplois (durée : vingt minutes, dont cinq minutes au plus d'exposé ; coefficient 2).

Article 5 : Les périodes d'inscription à ce concours se feront du 27 octobre au 2 décembre 2020, avec une date limite de dépôt fixée au 10 décembre 2020.

Les demandes de dossiers d'inscription sont à adresser au plus tard le 2 décembre 2020, à la Direction des concours du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale, situé au centre de concours et d'examens du CDG 59, 1 rue Langevin 59260 Hel lemmes, dans les délais impartis.

Pendant la période de retrait des dossiers, du 27 octobre au 2 décembre 2020, les candidat.es peuvent également se préinscrire en ligne sur le site internet : www.cdg59.fr. Les préinscriptions seront également possibles à l'accueil du CDG59, 14 rue Jeanne Maillotte CS 71222 59013 Lille Cedex, dans les délais impartis et aux horaires suivants : de 9h à 17h du lundi au vendredi.

Les candidat.es devront imprimer leur dossier de préinscription rempli, signé, complété des pièces justificatives demandées et l'envoyer ou le déposer au CDG59, au plus tard à la date limite de dépôt des dossiers, soit le jour de la clôture des inscriptions pour être considéré comme une inscription.

Les candidat.es disposent de la possibilité pendant la période d'inscription de déposer leur dossier d'inscription ainsi que les pièces justificatives dans leur espace sécurisé du logiciel de gestion des inscriptions au concours.

La clôture des inscriptions est fixée au 10 décembre 2020, le retour des dossiers est impératif pour cette date.

Si le dossier n'est pas envoyé dans ces délais, la préinscription sera alors annulée. Les captures d'écran ou leurs impressions ne seront pas acceptées.

Les dossiers d'inscription devront être postés au plus tard à cette date, le cachet de la poste faisant foi, à l'adresse suivante : Cdg59 14 rue Jeanne Maillotte, CS 71222 59013 LILLE CEDEX ou au centre de concours et d'examens du CDG 59, 1 rue Langevin 59260 Hel lemmes ou encore déposés aux accueils jusqu'à 16h30 heures dernier délai.

CONSEIL
PRÉVENTION
CONCOURS
CARRIÈRES
EMPLOI

Pour les envois en courriers recommandés, fait foi : la date de dépôt auprès des services de la Poste, ou d'un autre prestataire sur l'enveloppe parvenue au Cdg59, mentionnée sur l'imprimé recommandé et ou sur le listing informatique produit par la Poste.

Pour les courriers simples, le cachet de la Poste figurant sur l'enveloppe ou d'un autre prestataire sur l'enveloppe parvenue au Cdg59, fait foi.

Si les pièces obligatoires (l'état des services etc..) ne sont pas retournées avec le dossier, une seule réclamation sera faite avant l'annulation du dossier.

Aucun dossier transmis par télécopie ou courrier électronique ne sera pris en compte. Les dossiers par retour de courrier non suffisamment affranchis, ou/et envoyés à une adresse mal libellée ou déposés ou postés hors délai seront systématiquement refusés.

Tout incident dans la transmission du dossier, quelle qu'en soit la cause, expose la responsabilité de l'émetteur. rrice et entraîne un refus systématique d'admission à concourir.

Les demandes de modification de type de concours ou de choix de domaines ne sont possibles que jusqu'à la date limite de demande d'inscription en réalisant une nouvelle demande de préinscription par internet.

Tous renseignements complémentaires, notamment sur les conditions d'accès à ce concours, seront consultables sur le site internet du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord. Cependant, il est recommandé au.à la candidat.e de vérifier qu'il.elle remplit toutes les conditions d'inscription au concours.

Article 6 : Toute personne en situation de handicap, souhaitant bénéficier des aménagements prévus par la réglementation doit en faire la demande et doit produire un certificat médical délivré par un.e médecin agréé.e, qui ne doit pas être le.la médecin traitant.e (article 4 du décret n°86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires).

Ce certificat médical, qui doit avoir été établi *moins de six mois* et avant le déroulement des épreuves, établit la compatibilité du handicap avec le ou les emplois auxquels le concours ou l'examen donne accès, compte tenu des possibilités de compensation du handicap et précise la nature des aides humaines et techniques ainsi que les aménagements nécessaires pour permettre aux candidat.es, compte tenu de la nature et de la durée des épreuves, de composer dans des conditions compatibles avec leur situation.

La date limite d'envoi du certificat médical établi par le.la médecin agréé.e est fixée au 4 mars 2021.

Article 7 : L'ampliation du présent arrêté, qui sera affichée dans les locaux du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord ainsi que dans les autres centres de gestion, sera transmise à Monsieur le Préfet du Département du Nord.

Article 8 : Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois, à compter de la publication, le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Tél-recours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Lille, le
Le Président du Cdg59,

Signé par : M^{me} A GODEFROY
Date : 26/09/2020
Qualité : Président du Cdg59

M^{me} A GODEFROY
Conseiller Départemental